



RAPPORT D'ACTIVITES DES EXERCICES 2022

SECRETARIAT GENERAL

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX.....	4
LISTE DES PHOTOS.....	5
LISTE DES FIGURES	6
LISTE DES ABREVIATIONS.....	7
REMERCIEMENTS.....	9
I. INTRODUCTION GENERALE.....	11
1.1. Organisation institutionnelle d'APROSPEN	12
1.2. Vision d'APROSPEN	12
1.3. Mission.....	13
1.4. Objectif.....	13
1.5. Valeurs d'APROSPEN.....	13
1.6. Domaines d'intervention d'APROSPEN	13
1.7. Zone de couverture d'APROSPEN.....	14
1.8. Principales Cibles d'APROSPEN	14
1.9. Les différents partenaires d'APROSPEN	15
1.10. Analyse force faiblesse de l'organisation.....	17
II. BILAN GLOBAL DES ACTIVITES SUR LA PERIODE	18
2.1. Rappel du contexte et cadre d'intervention d'APROSPEN	18
2.2. Principales réalisations de la période.....	19
A. Projet de renforcement de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et l'autonomisation des femmes à travers la création d'actif dans les Communes de Touboro et Dir-Régions du Nord et Adamaoua (PRESANAF II)	21
1. Activités réalisées en 2022	21
2. Résultats obtenus	24
B. Projet d'Appui au Développement de chaîne de valeurs agricole dans les Communes de Touboro et Mbé (PACVA)	26
1. Réalisation de l'année.....	26
A. Projet d'appui à l'autonomisation socioéconomique des femmes et des jeunes dans les régions septentrionales du Cameroun (PAFEJ)	27
1. Activités réalisées en 2022	27
2. Résultats obtenus	30
B. Projet Filets Sociaux G6 (PFS)	31
1. Contexte du projet	31
2. Activités réalisées en 2021	32
3. Résultats obtenus	33
C. Projet Filets Sociaux Phase 10 (PFS).....	35

1. Contexte du projet	35
2. Activités réalisées en 2022	36
3. Résultats obtenus	37
D. Projet de Sensibilisation des jeunes sur la préservation du couvert végétal dans les communes de Touboro et Tcholliré, Région du Nord-Cameroun (PROSEP-NORD).	38
1. Contexte du projet	38
2. Activités réalisées en 2022	39
3. Résultats obtenus	39
F. Activités conduites dans le cadre du RECODH en 2022	43
1. Activités réalisées en 2022 dans le cadre du projet Networks for peace.....	43
2. Description du projet REPCOS.....	44
2.1. Activités réalisées en 2022 dans le cadre du Projet REPCOS	46
2.2. Résultats obtenus.....	46
G. Plateforme VBG	46
1. Activités réalisées de janvier à février 2022	46
2. Résultats obtenus.....	46
VII. DIFFICULTES, PERSPECTIVES ET CONCLUSION	46
VII.1. Difficultés.....	46
VII.2. Perspectives.....	47
VII.3. Conclusion	47

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Liste des partenaires techniques de mise en œuvre d'APROSPEN	15
Tableau 2 : Liste des différents partenaires financiers d'APROSPEN	16
Tableau 3 : Liste des services techniques déconcentrés de l'État, partenaires d'APROSPEN	16
Tableau 4: Analyse force faiblesse de l'organisation	17
Tableau 5: Source de financement des projets de la période 2022	20
Tableau 6: Résultats de la période par axe thématique	20
Tableau 7: Synthèse des actifs créés	22
Tableau 8: 602 ménages vulnérables ont reçu les vivres	25
Tableau 9: Récapitulatif des produits des activités en rapport avec l'objectif spécifique IV	26
Tableau 10: Récapitulatif des produits des activités en rapport avec l'objectif spécifique V	26
Tableau 11: Synthèse des coopératives Bénéficiaires identifiées	27
Tableau 12: Évaluation de la progression de la mise en œuvre des activités	28
Tableau 13: Cadre de résultat de la période sus revue	30
Tableau 14: Équipe des Encadreurs	34
Tableau 15: Équipe des experts du terrain	34
Tableau 16: Équipe des Encadreurs	37
Tableau 17: Équipe des experts du terrain	38

LISTE DES PHOTOS

Photo 40 : Répartition du personnel.....	34
Photo 41 : Rencontre de l'Agent Collecteur avec le Maire de Tcholliré	40
Photo 42 : Focus Group à Tcholliré.....	41
Photo 43 : Mise à niveau du PF de Tcholliré.....	42
Photo 44 : Atelier d'échange d'expérience entre les ambassadeurs de la paix.....	44

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Zone de couverture d'APROSPEN.....	14
---	----

LISTE DES ABREVIATIONS

APROSPEN	Action pour la Promotion de la Santé, la Production et l'Environnement
CADEPI	Cellule d'Appui au Développement Local Participatif Intégré
COFIL	Comité de Pilotage
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
FFA	Food For Assed
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
HIMO	Haute Intensité de Main d'Oeuvre
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ODD	Objectifs du Développement Durable
PACAC	Projet d'Amélioration de l'accès des Populations de l'Adamaoua aux actes d'état civil
PAFEJ	Projet d'Appui à l'Autonomisation socioéconomique des Femmes et des Jeunes dans les Régions septentrionales du Cameroun
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARSE	Projet d'Appui à la Résilience Socio-économique des Jeunes Vulnérables
PIA	Plan d'Investissement Annuel
PAFEJ	Projet d'appui à l'autonomisation socioéconomique des jeunes et des femmes
PRESANAF	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et l'autonomisation des femmes à travers la création d'actif dans les Communes de Touboro et Dir-Régions du Nord et Adamaoua (PRESANAF II)
PROFICA	Projet de Formation-Insertion et Cohabitation Pacifique dans les régions de l'Adamaoua
PIPA	Projet de promotion de l'innovation inclusive dans les petites exploitations de pommes de terre de la Région de l'Adamaoua (PIPA)
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
RN	Ressource Naturelle
SBV	Sous Bassin Versant
SNV	Société Néerlandaise de développement
SN4A	Sustainable Nutrition For All

UE	Union Européenne
WASH	Water Sanitation and Hygiene

REMERCIEMENTS

La réalisation des activités a été faite grâce aux efforts de plusieurs personnes qui méritent notre reconnaissance.

Aux personnels de l'administration des Collectivités Territoriales Décentralisées, nous exprimons notre gratitude pour l'encadrement, l'accompagnement qu'ils nous accordent.

Particulièrement, nous disons merci aux Gouverneurs des Régions septentrionales du Cameroun, aux préfets et aux sous-préfets de nos zones d'intervention respectives et aux forces de sécurité pour l'implication et le soutiens dans les conduites de nos activités en générales et les tenues des comités de pilotage (COPIL) de nos actions en particulier gage du suivi durable de celles-ci ;

Nous disons merci à nos partenaires international (Union Européen, PAM, GIZ, ...) pour leur appui technique et financier dans l'exercice de nos activités ;

À tous nos partenaires institutionnels (les sectoriels des différents ministères) qui ont facilité la mise en œuvre des activités à travers un encadrement de proximité et de qualité, nous disons merci ;

À tous nos magistrats municipaux, leur encouragement et leur contribution nous honore et nous exprimons toute notre gratitude ;

À tous les chefs traditionnels des circonscriptions bénéficiaires pour la disponibilité et l'engagement dont ils ont fait preuve ;

À toutes les brigades des gendarmeries qui ont mis des éléments à notre disposition pour assurer notre sécurité.

Aux responsables des centres des formations partenaires pour la qualité des curricula des formations développées au profit de nos bénéficiaires ;

Tous les leaders communautaires ainsi que les populations qui ont donné de leurs temps et participés à la réalisation des différents projets nous leur disons merci ;

Aux membres et stagiaires d'**Action pour la Promotion de la Santé la Production et l'Environnement (APROSPEN)** pour leurs disponibilités, engagements, déterminations et dévouements à œuvrer au bien-être des personnes vulnérables.

Que tous ceux qui, de prêt ou de loin, ont contribué et/ou soutenus **APROSPEN** dans ses activités, trouve ici l'expression de notre parfaite reconnaissance.

I. INTRODUCTION GENERALE

Action pour la Promotion de la Santé, la Production et l'Environnement (APROSPEN) est une association apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif créée en 2003 sous le N° 235/DRA/H.52/BAPP du 31/12/2003, qui œuvre pour le développement social. Sa vision est de mobiliser ses membres pour le renforcement des capacités de résilience des communautés les plus vulnérables à travers notamment la gestion équitable des ressources naturelles, l'accès à la santé communautaire, la production, la protection de l'environnement et de la biodiversité, la gouvernance notamment les questions liées aux droits humains et toutes autres actions concourant au développement durable. Elle intervient dans le champ social suivant cinq (05) thématiques de prédilection à savoir :

- (i) L'appui à la santé communautaire,
- (ii) L'appui à la production et l'entrepreneuriat du monde rural,
- (iii) La protection de l'environnement et de la biodiversité,
- (iv) La gouvernance et la promotion des droits humains,
- (v) La sécurité alimentaire et les moyens d'existence.

De 2003 à nos jours, APROSPEN a conduit plusieurs projets et programmes en faveur du développement social des communautés vulnérables. En tant qu'organisation d'appui au développement, les actions d'APROSPEN reposent sur un Code de conduite qui impose aux acteurs des valeurs qui lui sont propres à savoir l'équité, la transparence, la responsabilité, le professionnalisme, la discipline, la probité et la tolérance. Pour garantir le respect de ces valeurs impératives, l'organisation a mis en place un mécanisme de contrôle ou audit interne dans la mise en œuvre de toute action dont elle a la charge.

APROSPEN s'est illustrée dans la limite de ses capacités et des moyens à promouvoir un développement socio-économique basé sur les savoir et savoir-faire des communautés locales dans les Régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun. Différents acquis ont été enregistrés sur la base de planifications annuelles. Cela n'a pas favorisé une grande lisibilité des actions de l'Association de la part de ses partenaires techniques et financiers. Pourtant, le nombre de projets exécutés par l'Association est fortement élevé, prouvant ainsi l'existence de capacités en son sein et la volonté à apporter une contribution au développement de sa zone d'intervention malgré les écueils qu'elle rencontre.

Le présent rapport nous fait état des activités menées et les principaux résultats obtenus pendant l'année 2021.

1.1. Organisation institutionnelle d'APROSPEN

Sur le plan institutionnelle, APROSPEN est divisé en trois organes de gestion : l'Assemblée Générale, Gestion Interne (mission d'audit interne) et d'un bureau opérationnel. L'Assemblée Générale (AG) est chargée de donner les orientations stratégiques de gestion et de fonctionnement de l'Association. L'équipe opérationnelle assure la gestion quotidienne des activités et veille à l'application des résolutions de l'AG. Elle dispose d'un service administratif et comptable qui s'occupe des tâches de gestion logistique, financière et comptable de l'Association grâce au logiciel SAGE SAARI. Elle est composée de :

- 01 Coordonnateur
- 01 Responsable Administratif et Financier
- 01 Chargé de programmes
- 01 Responsable des ressources humaines
- 01 Chargé de suivi et évaluation
- 01 Chargé de communication ;
- 01 Comptable
- 01 Logisticien
- 02 Assistants administratifs et financiers
- 01 secrétaire
- 01 Chauffeur
- 02 agents d'entretien
- 01 gardien

Le Contrôle de Gestion Interne assure la vérification et le contrôle de la gestion administrative, financière et technique de l'Association. Cet organe est désigné en AG.

1.2. Vision d'APROSPEN

La vision de l'organisation est de mobiliser les forces de ses membres pour contribuer efficacement à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers le renforcement de l'accès équitable et durable à l'éducation, aux services de soins de santé et aux ressources naturelles.

1.3. Mission

Sa mission est la promotion du dialogue et la concertation entre les parties prenantes pour la gestion durable des Ressources Naturelles (RN) et l'amélioration des services sociaux de base (eau, santé et éducation) en capitalisant les bonnes pratiques.

1.4. Objectif

Améliorer de façon durable et équitable l'accès des populations en particulier des groupes vulnérables aux ressources naturelles et aux services sociaux de qualité dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'eau potable.

1.5. Valeurs d'APROSPEN

Les valeurs d'APROSPEN se reposent sur :

- Le professionnalisme, la discipline et la responsabilité, pour une bonne relation de partenariat ;
- La justice sociale traduisant l'équité dans toutes les actions d'APROSPEN ;
- La transparence reposant sur la communication, la redevabilité et l'honnêteté dans les relations ;
- Le respect et la valorisation des connaissances et savoirs locaux comme base d'une participation aux initiatives du développement durable ;
- Le respect des institutions et des lois de la République ;
- Le respect de l'environnement dans toutes les interventions d'APROSPEN ;
- La prise en compte de la diversité des contextes dans lequel travaillent les personnels d'APROSPEN pour adapter les solutions aux besoins locaux dans la tolérance et la probité.

1.6. Domaines d'intervention d'APROSPEN

APROSPEN se place au cœur du renforcement des capacités des acteurs de développement. Elle accompagne les acteurs multiformes en vue d'influencer de manière significative les changements dans les domaines du développement afin d'améliorer le bien-être des populations.

1.7. Zone de couverture d'APROSPEN

Les interventions d'APROSPEN couvrent l'étendue du territoire. A l'instant elle est plus présente que dans les trois (3) Régions septentrionales du Cameroun à savoir l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord.

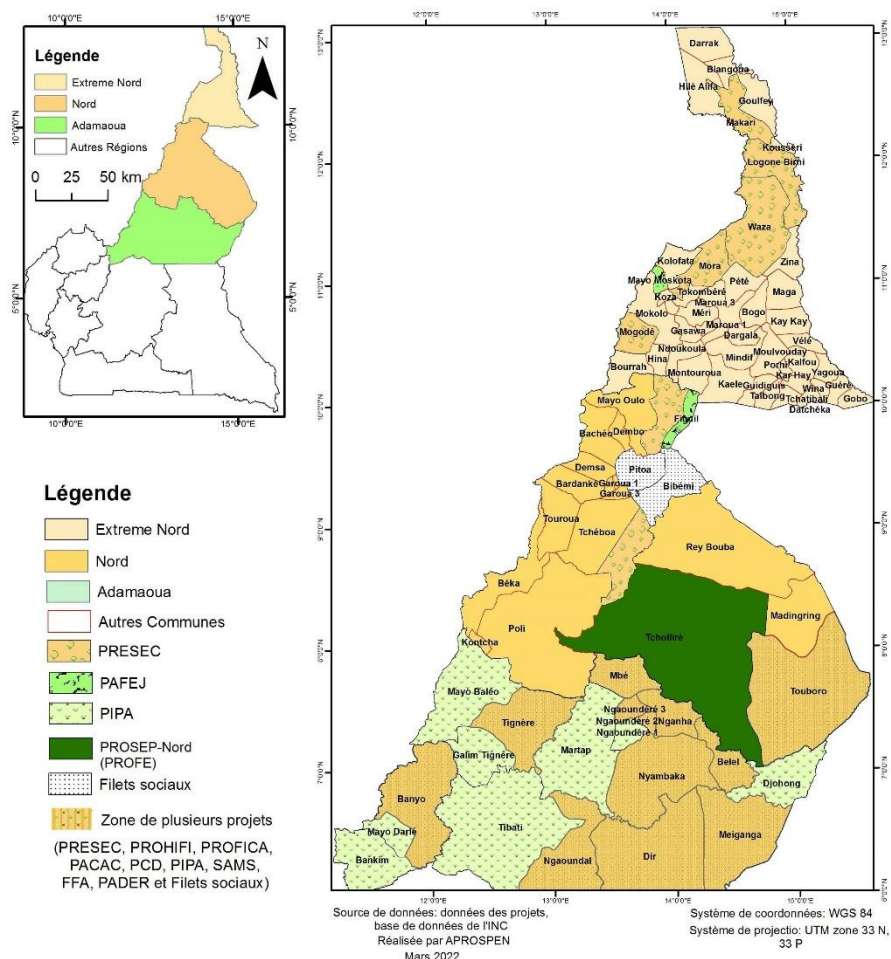


Figure 1 : Zone de couverture d'APROSPEN

1.8. Principales Cibles d'APROSPEN

Les principales cibles d'APROSPEN sont :

- Les organisations et groupements des différents utilisateurs de l'espace (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants du bois...);
- Les Communes et les Communautés ;
- Les Comités de Développement Villageois ;
- Les formations sanitaires ;

- Les organisations des jeunes et des femmes ;
- Les organisations à base communautaire (COSA, COGES, APE...) ;
- Les Centres de promotion de la Femme ;
- Les leaders communautaires (traditionnels/coutumiers, religieux),
- Les établissements scolaires.
- Les Jeunes ;
- Les Ménages vulnérables ;
- Les Éleveurs ;
- Les Agriculteurs ;
- Le Personnel de santé/centres de santé ;
- Les Comités de santé et de gestion des points d'eau ;
- Les Artisans réparateurs ;
- Les Services Techniques de l'État ;
- Les Personnes déplacées internes (PDI) ;
- Les Personnes retournées.

1.9. Les différents partenaires d'APROSPEN

Dans le cadre de développement de partenariat, APROSPEN a à son actif 03 catégories des partenaires :

- **Les partenaires techniques dans la mise en œuvre des projets**

Les principaux partenaires techniques d'APROSPEN dans la mise en œuvre des Projets sont résumés dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1: Liste des partenaires techniques de mise en œuvre d'APROSPEN

Partenaire	Intitulé des Projets	Nature du partenariat	Services demandés par l'activité
GIZ	PIPA	Partenaire de Mise en œuvre	Promotion des innovations inclusives dans les petites exploitations des pommes de terre
PAM	SAMS	Partenaire de Mise en œuvre	Appui aux petits producteurs

Union Européen	PAFEJ	Partenaire de Mise en œuvre	Appui à l'autonomisation socioéconomique des femmes et des jeunes dans les régions septentrionales du Cameroun
CADEPI		Codemandeur	
PROCIVIS	PACAC	Partenaire de mise en œuvre	Améliorer l'accès des citoyens de l'Adamaoua aux actes d'état civil
GIZ	PARSE 2	Partenaire de mise en œuvre	Insertion des jeunes vulnérables
PAM	PASANAF	Partenaire de mise en œuvre du PAM	

✓ Les partenaires financiers de l'année

La liste des partenaires financiers d'APROSPEN est consignée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Liste des différents partenaires financiers d'APROSPEN

Partenaire	Nature du partenariat	Observations
Délégation de l'Union Européenne au Cameroun	Financement de quatre projets	PRESEC, PAFEJ, PACAC et PASC
GIZ/Union Européenne	Financement Union Européenne : HIMO Formation-Insertion dans les Communes de Ngaoundal et Meiganga	PARSE

✓ Les services techniques de l'Etat associés à la mise en œuvre des projets

Plusieurs services techniques de l'État sont consultés, intégrés dans la mise en œuvre de nos actions de développement dans cadre de collaboration. En ce sens, ce service nous permet d'activer durablement les instances de suivi participatif et durable de nos actions sur le terrain même au-delà de la période de leur mise en œuvre. Il joue le rôle d'encadrement avec les réglementations en vigueur selon les domaines d'activités. Pour assurer la qualité des réalisations et surtout leur conformité aux différents règlements. Leurs appuis techniques ne sont pas en reste dans ces collaborations. Le tableau ci-dessous fait la synthèse des services ayant contribué à l'atteinte de nos indicateurs de résultat.

Tableau 3 : Liste des services techniques déconcentrés de l'État, partenaires d'APROSPEN

Partenaire	Nature du partenariat	Observations
Gouverneurs des Régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua	Ils président les Comités de pilotage de nos actions (PAFEJ...).	Chaque Gouverneur préside le COPIL dans sa Région
Préfets des Régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua	Président ou membres des Comités de pilotage du projet dans les différentes Régions PAFEJ	
Sous-Préfets de nos Communes d'intervention	Ils président le comité de suivi opérationnel de nos actions au sein des Communes.	Membre des comités de suivi opérationnel au niveau communal
Les Délégations Départementale et d'Arrondissement (MINADER, MINSANTE, MINEE, MINEPDED, MINJEC) de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua	Ils sont impliqués dans : - La gestion des marchés à bétail ; - Le suivi des auxiliaires de santé animale que nous formons et appuyons sur le terrain. - Membre des comités de suivi opérationnel au niveau communal ; - Ils assurent le suivi des producteurs agricoles accompagnés par APROSPEN ; - Les Délégations Départementales du MINEE assurent le suivi des infrastructures de l'eau que nous réalisons depuis l'attribution des marchés à la réception	

1.10. Analyse force faiblesse de l'organisation

Le tableau ci-dessous présente le résumé de la situation.

Tableau 4: Analyse force faiblesse de l'organisation

FORCES	FAIBLESSES
- Importance numérique du personnel cadre composant l'équipe (permanent) ; - Une équipe jeune intellectuelle, qualifiée et dynamique - Une équipe pluridisciplinaire	- Dépendance de financement extérieur - Faible capacité d'autofinancement - Insuffisance des moyens logistique ; - Disparité des procédures des bailleurs ou partenaire ;

- Maîtrise et bonne connaissance de zone d'intervention - Expertise reconnue au sein de la communauté dans les thématiques d'intervention ; - Capacité de déploiement sur le terrain - Présence des bureaux annexes dans plusieurs localités ; - Adoption de la culture GAR;	- Disparité des outils de suivi basé sur les règles des bailleurs - Disparité des procédures des bailleurs ou partenaire - L'absence des bureaux locaux dans certaines zones d'intervention (Est) ; - La sécurité peu assurée des outils de gouvernance et de suivi - Capitalisation des activités via les canaux de visibilité
Risques ou menaces	Opportunités
- Le recul des partenaires internationaux ; - Le rétrécissement des sources de financement ; - Présence des organisations concurrentes;	- La disponibilité des compétences (profils, personnels) ; - Disponibilité des financements extérieurs et intérieurs - Forte affluente et présence des partenaires au niveau locale et international (PRODEL, PICMAS, PAM, GIZ, EU, DRC, BANQUE MONDIAL, FAO, ...)

II. BILAN GLOBAL DES ACTIVITES SUR LA PERIODE

2.1. Rappel du contexte et cadre d'intervention d'APROSPEN

Le contexte dans le lequel intervient APROSPEN est marquée par le fait que les Régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord, principales zones d'intervention d'APROSPEN font partie des Régions les plus pauvres et les plus vulnérables du Cameroun avec des taux de pauvreté monétaire respectivement de 47%, 67% et 74% contre une moyenne nationale de 37% (ECAM4). Cette situation s'est aggravée par une très forte croissance démographique (3,4% contre 2,6% à l'échelle nationale) et l'insécurité manifeste.

Les populations des Régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord sont respectivement à 61,15%, 72,10% et 77,24% rurales. Ce qui voudrait dire que l'agriculture, l'élevage et la pêche constituent leurs principales sources de revenus. Vue la persistance de la sécheresse due aux changements climatiques, une pression démographique de plus en plus forte, les ressources naturelles dans ces Régions connaissent une dégradation continue.

Des conflits plus ou moins ouverts, se sont manifestés autour des ressources naturelles (terres, eau, pâturages, etc.) et des incursions de Boko Haram, particulièrement dans la zone frontalière, ont saccagé des infrastructures hydrauliques et sanitaires. Les Régions septentrionales du Cameroun subissent les effets du changement climatique dont les conséquences directes sont

la raréfaction et l'irrégularité des précipitations ou la multiplication des inondations avec pour conséquence une baisse de la production agricole, pastorale et halieutique, entraînant également la baisse de la fertilité des terres. Cette situation contraint les populations à conquérir de nouvelles terres sur les ressources partagées aux dépens des espaces pastoraux engendrant ainsi des conflits agrosylvopastoraux élargies aux ressources forestières. La conséquence directe est la dégradation de l'environnement. Par ailleurs, on note une faible organisation des ménages et des producteurs face aux catastrophes et crises, et une faible capacité d'anticipation et de réponse des autorités locales en matière de résilience aux chocs et catastrophes. Les femmes et les jeunes sont quasiment exclus des instances de prise de décisions et, en plus, elles ont des difficultés d'accès notamment à la terre et au capital.

Depuis la révision constitutionnelle intervenue le 18 janvier 1996, le Cameroun s'est engagé dans le processus de décentralisation qui vise, à terme le développement local à travers la participation des populations à la gestion de leurs propres affaires, l'amélioration de leurs cadre et conditions de vie ainsi que la mise à leur disposition des services de base de qualité. Depuis la publication des dispositions du décret n° 2010/0247/PM du 26 février 2010 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'État aux Communes, les Collectivités Territoriales Décentralisées jouent dorénavant un rôle important. Dans ces conditions, elles doivent être bien outillées pour maîtriser les compétences qu'elles sont désormais appelées à exercer, au regard de la définition d'un certain nombre d'obligations qui leur incombent et suite au transfert concomitant des ressources que l'État consacre à l'exercice de compétence concernée relevant de la gestion des Mairies, et fondant ainsi leur responsabilité. A ce titre, tous les acteurs impliqués dans la décentralisation doivent connaître leurs rôles respectifs c'est-à-dire qui fait quoi et qui est responsable de quoi. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les interventions d'APROSPEN.

Il faut noter que les interventions d'APROSPEN se situent dans le cadre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) devenus Objectifs du Développement Durable (ODD) qui sont les cadres de références de l'action gouvernementale. Au niveau local, les interventions d'APROSPEN sont cadrées par les Plans Communaux de Développement (PCD).

2.2. Principales réalisations de la période

L'année 2022 a été animée par la mise en œuvre des activités de 09 projets : 08 sous financement des bailleurs et 01 sous financement propre de l'organisation. Certaines sont mis en œuvre par

APROSPEN et d'autres actions (RECODH, REPCOS, PAFEJ) sont mis en œuvre en consortium. Dans le cadre de PAFEJ, APROSPEN est chef de file devant CADEPI.

Tableau 5: Source de financement des projets de la période 2022

N°	Projets	Source de financement
1	PFS phase 10	Banque Mondiale
2	PFS G6	Etat du Cameroun
3	PRESANAFII ; PACVA	PAM
4	PAFEJ ; RECODH ; REPCOS	UE
5	PROSEP-Nord	GIZ
6	Plateforme de lutte contre les VBG	APROSPEN

Les activités réalisées pendant la mise en œuvre de ces différents projets ont permis d'obtenir des résultats qui sont alignés dans le tableau ci-dessous par axe thématique d'intervention sous forme synthèse avec parfois des éléments transversaux en fonction du paquet de service ou du type de résultat obtenu.

Tableau 6: Résultats de la période par axe thématique

Axe d'intervention	Principales réalisations enregistrées par axe
(i) L'appui à la santé communautaire,	N-A
(ii) L'appui à la production et l'entrepreneuriat du monde rural,	• 1600 kg de haricots, 4000 kg de niébé, 1000 kg de patate , 1200 kg d'arachide, 4600 kg de maïs, 9550 kg de soja, 16400 kg de sorgho et 04 champs apicole sont produits dans le cadre du projet PRESANAF II; • 04 champs semenciers ont été mis en place à Djom, Djackone, Loubol (commune de Touboro) et Nyessé (commune de Mbé) dans le cadre de PACVA ; • Dotation de 40 femmes (18 à Touboro et 22 en Mbé) en matériels nécessaires à l'opérationnalisation de leurs AGR choisies dans le cadre de PACVA ; • 129 plans d'affaires de 1543 jeunes structurés en coopérative/GIC élaborés ;

Axe d'intervention	Principales réalisations enregistrées par axe
	• Dotation de 129 coopératives/GIC en kits d'insertion dans les communes de PAFEJ
(iii) La protection de l'environnement et de la biodiversité,	• Sensibilisation de la population sur la préservation du couvert végétal dans le cadre de PROSEP (Communes de Touboro et Tcholliré); • Mise en place des comités verts ;
(iv) La gouvernance et la promotion des droits humains,	• 1543 jeunes sont structurés en coopérative/GIC dans le cadre de PAFEJ ; • 06 cadres de promotion de droit socioéconomique et de citoyenneté active mise en place et fonctionnel dans les communes de PAFEJ ; • 57 victimes des séquestrations par le centre de redressement informel du quartier Haoussa ont bénéficié de l'assistance alimentaire ; • Accompagnement d'une femme pour l'ouverture de son dossier auprès d'un cabinet d'avocat
(v) La sécurité alimentaire et les moyens d'existence.	• 602 ménages vulnérables ont reçu les vivres dans le cadre du projet PRESANAF II;

A. Projet de renforcement de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et l'autonomisation des femmes à travers la création d'actif dans les Communes de Touboro et Dir-Régions du Nord et Adamaoua (PRESANAF II)

1. Activités réalisées en 2022

Les activités réalisées pendant l'année 2022 sont constituées de la distribution des vivres aux ménages vulnérables cibles et le suivi et la capitalisation des actifs créés (voir tableau 25).

Tableau 7: Synthèse des actifs créés

Villages	Actifs	Projection 2021	Réalisation effective (ha emménages /Actifs créés)	Quantités récoltées en KG
Ouro-Soule	Champ de sorgho (ha)	4	0	0
	Champ de Soja (ha)	2	0	0
Helbao	Champ de sorgho (ha)	5	5	4500 kg
	Champ de Maïs (ha)	5	4	1000 kg
	Champ de Soja (ha)	3	3	3000 kg
	Niébé	2	2	500 kg
	AGRs Elevage Petits ruminants	3	Formation et dotation	3
	Aménagement piste d'accès aux champs en km	2	2	n/a
	Aire de séchage	1	Site identifié	n/a
Djackone	Champ de sorgho (ha)	4	5	5000 kg
	Champ de Maïs (ha)	3	5	3600 kg
	Champ de Soja (ha)	3	3	1600 kg
	Niébé	2	3	1000 kg
	AGRs Elevage Petits ruminants	3	Formation et dotation	3
	Aire de séchage	1	Site identifié	Non réalisé
	Aménagement piste d'accès au champs	4	4	n/a
Wakassao	Sorgho	4	0	0
	Niébé	2	0	0
	Soja	3	0	0
Loubol	Sorgho	3	4	2500kg

Villages	Actifs	Projection 2021	Réalisation effective (ha emménages /Actifs créés)	Quantités récoltées en KG
	Soja	2	3	1000 kg
Biltao	Champ de sorgho (ha)	4	2.5	2000 kg
	Champ de Niébé (ha)	2	2.5	1000 kg
	Champ de Soja (ha)	3	2.5	1750 kg
	AGRs Elevage Petits ruminants	3	Formation et dotation	3
	Aménagement piste d'accès au champs	4	4	n/a
	Aménagement d'un Puits	1	1	1
Mbong	Champ de sorgho (ha)	3	5	4400 kg
	Champ de Niébé (ha)	2	3	300 kg
	Champ de Soja (ha)	3	3	1200 kg
	AGRs Elevage Petits ruminants	3	Formation et dotation	3
	Aménagement d'un Puits	1	1	1
Djom	Champ de sorgho (ha)	4	5	3000 kg
	Champ de Niébé (ha)	2	3	1200kg
	Champ de Soja (ha)	2	3	1000kg
Beyala	Champ de Brachiaria (ha)	1	1	n/a
	Cultures Maraichères (ha)	0.5	1	n/a
	Aménagement d'un Puits	1	1	1
	Pépinière moringa/Champ Moringa	1	1	n/a
	Culture de haricot	0	4	1400 kg
	Champs apicole	1	1	1
	AGRs Elevage Petits ruminants	3	3	3

Villages	Actifs	Projection 2021	Réalisation effective (ha emménages /Actifs créés)	Quantités récoltées en KG
	Culture du manioc	0	2ha	(en cours)
	Culture d'Arachide (ha)	0.5	0	n/a
Kofa	Champ de Brachiaria (ha)	1	1ha	500kg (semence)
	Cultures Maraichères (ha)	0.5	1ha	(en cours)
	Champs apicole	1	1	(en cours)
	AGRs Elevage Petits ruminants	3	3	3
	Pépinière moringa/Champs Moringa (plant)	1	1ha	(en cours)
	Culture de Patates		1ha	1000kg
	Culture manioc		3ha	(en cours)
	Culture arachide		1ha	1000kg
Salo	Champs apicole	1	1ha	1ha
	AGRs Elevage Petits ruminants	3	3	3
	Brachiaria	1	3ha	3000kg
	Maraichers	0.5	1ha	(en cours)
	Puits	1	1 puits réalisé	1
	Arachide/	1	1ha	200kg
	Haricot		1ha	200kg

2. Résultats obtenus

Deux grands résultats ont été obtenu :

- 03 puit disponible et fonctionnel ;
- 1600 kg de haricots ont été produits sur une superficie de 5 ha ;
- 4000 kg de niébé ont été produits sur une superficie de 13,5 ha ;

- 1000 kg de patate ont été produits sur une superficie de 1 ha ;
- 1200 kg d'arachide ont été produits sur une superficie de 2 ha ;
- 4600 kg de maïs ont été produits sur une superficie de 9 ha ;
- 9550 kg de soja ont été produits sur une superficie de 17,5 ha ;
- 16400 kg de sorgho ont été produits sur une superficie de 21,5 ha ;
- 04 champs apicole ont été aménagés, installés et colonisés progressivement.

Tableau 8: 602 ménages vulnérables ont reçu les vivres

Emplacement (district, sous-district, communauté/FDP)	Activités	Mois	Prévu (FLA)	Plan de distribution mensuel [A]	Répartition réelle [B]	% atteint [B A]
Commune de Touboro	Première session de distribution	Juillet-Août 2021	2240	77,148	77,148	100%
	Deuxième session de distribution	Octobre 2021	2240	77,148	77,148	100%
Commune de Dir	Première session de distribution	Juillet-Août 2021	770	26,520	26,520	100%
	Deuxième session de distribution	Octobre 2021	770	26,520	26,520	100%
Total			3010	207,33	207,33	100%

B. Projet d'Appui au Développement de chaîne de valeurs agricole dans les Communes de Touboro et Mbé (PACVA)

1. Réalisation de l'année

Tableau 9: Récapitulatif des produits des activités en rapport avec l'objectif spécifique IV

Axes	Paquets d'activités	Produits obtenus/ Réalizations	% de réalisation	Ecart/Observations
Les activités en rapport avec l'objectif spécifique IV	Mise en place trois champs semenciers (maïs, niébé, sorgho)	- 04 champs semenciers ont été mis en place à Djom, Djackone, Loubol, Nyesse	100	04 champs semenciers ont été mis en place au lieu de 03 champs prévus
	Formation des Producteurs Accompagnement technique sur les standards de gestion des semences.	- Identification des producteurs devant bénéficier de la formation - Formation des producteurs sur les Itinéraires Techniques	100	

Tableau 10: Récapitulatif des produits des activités en rapport avec l'objectif spécifique V

Axes	Paquets d'activités	Produits obtenus/ Réalizations	% de réalisation	Ecart/Observations
Les activités en rapport avec l'objectif Spécifique V	Création de 13 AGR au profit des coopératives cibles sur la chaîne de valeur agricole	- Identification de 40 femmes avec leur AGR respective (transformation maïs, soja, arachide, sorgho et niébé) - Un état de lieu sur leurs besoins en matériels a été également effectué	100	
	Dotation en actifs productifs nécessaires à	- Dotation de 40 femmes (18 à Touboro et 22 en Mbé) en matériels	100	Certaines femmes ont reçu 06 louches et 06 machines à écraser en fonction

	l'opérationnalisation des AGR créées	nécessaires à l'opérationnalisation de leurs AGR choisies (Machine à concasser, bassines, balance de 30 kg, bâches, marmites, casseroles, tamis, passoirs en plastiques, louches, seaux, tasses, assiettes, foyer amélioré) ;		de leur AGR liée soit à la transformation en beignets ou en patte d'arachide.
--	--------------------------------------	---	--	---

- Tableau 11: Synthèse des coopératives Bénéficiaires identifiées

N°	Désignation	Nombre	Effectif			%Femmes
			Hommes	Femmes	Total	
1	Coopératives Non FFA Touboro	08	242	351	593	59
2	Coopératives FFA Touboro	04	185	330	515	64
3	Coopératives FFA Mbé	8	81	101	182	55
4	Petits producteurs	1290	548	742	1290	58
Total		-	1056	1524	2580	

A. Projet d'appui à l'autonomisation socioéconomique des femmes et des jeunes dans les régions septentrionales du Cameroun (PAFEJ)

1. Activités réalisées en 2022

Le tableau ci-dessous présente les différentes activités planifiées pour la période et l'évaluation de la progression vers les produits escomptés.

Tableau 12: Évaluation de la progression de la mise en œuvre des activités

Activités Prévues (pour la période voire au plan d'action)	Analyse et niveau de réalisation (par rapport aux indicateurs)	Progrès / Changements observés en vue de l'atteinte du résultat
A.1.5. Organisation de sessions de formation professionnelles des jeunes sur les métiers porteurs	La finalisation du processus de formation et dépôt des rapports des centre de formation	Le processus de formation est terminé et la remise des attestations sont planifiées pour clôturer totalement avec l'activité A.1.5
	Préparation de la sortie des jeunes et remise des parchemins	
Activité 2.1: Structuration des jeunes dont 60% des femmes en coopératives et GIC fonctionnels	L'organisation des séances de sensibilisation sur l'intérêt de la coopérative et entrepreneuriat collectif	À l'issue du processus de structuration, 1543 jeunes sont structurés en coopérative/GIC
	L'animation des séances de structuration	
Activité 2.2 : Accompagnement à la légalisation de coopératives mises en place	L'appui à la tenue des assemblées générales constitutives et adoption des textes de base	Sur les cent vingt-neuf (129) groupes de jeunes mis en place, 95 groupes ont leur dossier de demande d'immatriculation en coopérative/GIC constitués. Le taux de réalisation de cette activité est de 73,07%.
	L'appui à la mobilisation des pièces exigées pour la demande d'immatriculation (Extrait casier judiciaire pour les membres de bureau des coopératives),	
	La mise à disposition et l'explication aux jeunes des mécanismes de création des coopératives et GIC selon les normes OHADA,	
	L'appui aux jeunes pour la mobilisation et le renouvellement de leur carte d'identité nationale (CNI).	
Activité 2.3. Renforcement des capacités des coopératives mises en place.	Plusieurs séances sont animées par les coaches sur Les types et caractéristique de leadership ou leader ; Le leadership et les principes de gestion des coopératives et GIC ; Le leadership et la gestion des activités des coopératives et GIC ;	Cette activité est réalisée à 100%.
Activités 2.4 Accompagnement des jeunes à l'élaboration	La formation des jeunes sur le montage des micro-projets	129 coopératives de base et GIC sur 120 initialement prévus ont été réalisés. Soit
	L'accompagnement par les formateurs à l'élaboration des idées de micro-projets	

Activités Prévues (pour la période voire au plan d'action)	Analyse et niveau de réalisation (par rapport aux indicateurs)	Progrès / Changements observés en vue de l'atteinte du résultat
d'au moins 120 business plans	L'accompagnement par les coaches à la consolidation des idées de micro-projets en plan d'affaire	un pourcentage de 107,5%
Activité 2.5 : Appui à la création des AGR et à l'insertion socio- économique des jeunes	L'identification des besoins d'accompagnement en kits d'insertion	L'activité est réalisée 60%. Il reste la réception et la distribution des kits
	L'organisation du processus d'acquisition	
Activité 2.6 : Coaching et accompagnement technique des micro- entreprises financées	L'identification des consultants/coaches : élaboration et publication des termes de référence au niveau d'APROSPEN et CADEPI et évaluation des dossiers de candidature reçue et la sélection des coaches	Cette activité est réalisée à 83,32%. Le coaching et accompagnement des jeunes continues dans les champs de production
	L'organisation des réunions d'imprégnation et de formation des coaches retenus sur les approches de coaching et accompagnement	
	Le déploiement des coaches et l'animation des séances de coaching et accompagnement	
Activité 3.1 : Organisation des cours d'alphabétisation des jeunes et des femmes	Sensibilisation et l'identification des jeunes et des centres d'alphabétisation	Cette activité est réalisée à 66,67%. 02 Communes sur 06 ont engagé les cours d'alphabétisation
	L'identification des centres d'alphabétisation	
	Organisation des cours d'alphabétisation	
Activité : 3.5 Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des actions de plaidoyer	L'identification des thématiques prioritaires tenant compte des contraintes sociales et économiques rencontrées par les jeunes dans chaque commune	
	L'élaboration des actions de plaidoyer sur deux thématiques initialement identifiées	
	L'accompagnement des jeunes leaders promus au sein des différentes AGR pour la conduite des plaidoyers auprès des autorités et débiteurs des droits socioéconomiques des jeunes et des femmes	

Activités Prévues (pour la période voire au plan d'action)	Analyse et niveau de réalisation (par rapport aux indicateurs)	Progrès / Changements observés en vue de l'atteinte du résultat
Activité 3.6 : Accompagnement des communes à la mise en place des cadres de concertation communaux pour la promotion droite économiques et sociaux des femmes et des jeunes	La réalisation d'un état des lieux sur l'existence des cadres de concertation multi-acteurs au sein des communes ciblées	Cette activité est réalisée à 83%. L'animation de ces cadres de concertation est en cours de planification
	Appui à la redynamisation des cadres de concertation dans les communes de Belel, Mozogo, Mora et Figuil	
	Appui à la mise en place des COCPES dans les communes de Mbé et Touboro	

2. Résultats obtenus

La mise en œuvre des activités du tableau 30 a permis l'obtention de plusieurs résultats et produits conformément au cadre logique du projet. Voir tableau 31.

Tableau 13: Cadre de résultat de la période sus revue

Objectifs	Résultats	Produits
Renforcer l'entrepreneuriat et les aptitudes professionnelles des jeunes et des femmes des communes cibles	1500 jeunes dont 40% des femmes ont des compétences professionnelles dans les métiers porteurs de leur choix	1543 jeunes ont suivi le processus de formation jusqu'à terme

Objectifs	Résultats	Produits
Faciliter la structuration et l'insertion socioéconomique des femmes et des jeunes	R.2.1 : 1500 jeunes au moins 40% des femmes sont structurées en coopératives fonctionnelles.	Les 1548 jeunes formés dont 60% des femmes, ont été sensibilisés sur l'intérêt de regroupement en coopératives ou en GIC
		Les 1548 jeunes formés dont 60% des femmes, ont été accompagnés et animés dans la structuration de leur coopératives/GIC
	R.2.2 : 120 microentreprises promues par les jeunes et les femmes sont appuyées et fonctionnelles.	129 microentreprises sur 120 prévues ont été mises en place par les jeunes
		24 coaches ont été sélectionnés et mis à contribution pour l'accompagnement des jeunes structurés
		95 plans d'affaires sur 120 prévus ont été élaborés au profit des microentreprises promues par les jeunes
Promouvoir le dialogue inclusif et la citoyenneté active au sein des groupes des jeunes et des femmes	R.3.2 : Les six (06) communes assurent efficacement la promotion des droits socioéconomiques des jeunes et des femmes	01 état des lieux sur l'existence des cadres de concertation a été réalisé dans les six communes
		02 cadres de concertation communale pour la promotion des droits socioéconomiques des jeunes et des femmes ont été mis en place dans les communes de Mbé et Touboro
		04 communes (Mora, Mozogo, Figuil et Belel) ont été accompagnées à la redynamisation de leur cadre de concertation intégrant la promotion des droits socioéconomiques des jeunes et des femmes

B. Projet Filets Sociaux G6 (PFS)

1. Contexte du projet

Les projets filets sociaux (PFS) sont considérés comme un mécanisme de lutte contre la pauvreté extrême ou chronique à travers des programmes bien ciblés qui permettent aux bénéficiaires de résister contre les chocs et d'améliorer leurs conditions de vie.

Le Projet Filets Sociaux se met en œuvre à travers trois programmes à savoir : le programme de transferts monétaires ordinaires (TMO), programme de transferts monétaires d'urgence (TMU), un programme de transferts monétaires en échange de travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO). Ce dernier programme est celui dans lequel le projet s'intéresse.

En effet, le programme de transferts monétaires en échange de travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) qui est un outil traditionnel d'intervention contra cyclique pour soutenir les groupes à faible revenu face aux crises économiques et aux chocs climatiques, à travers la création des emplois à bas salaires et de courte durée pour les travailleurs non qualifiés.

Le THIMO a bénéficié à 30.000 personnes dans les 5 régions du Cameroun (l'Extrême-Nord, Nord, l'Adamaoua, l'Est, Nord-Ouest) en 6 phases.

Pour assurer la pérennisation des activités du Projet Filets Sociaux, le Gouvernement est en train d'étendre les programmes filets sociaux sur l'ensemble du territoire national dans le cadre de la mise en place de sa politique nationale de protection sociale. Dans cette perspective :

- ✓ Le Gouvernement met des ressources budgétaires conséquentes (au moins 4,5 milliards de FCFA par an) de manière progressive depuis 2019 pour la poursuite des activités du Projet Filets Sociaux ;
- ✓ Il a signé avec la Banque mondiale, un Accord de crédit dans le cadre du Guichet IDA18 National et un Accord de don dans le cadre du Guichet IDA18 Réfugiés, chacun d'un montant de 30 millions de dollars US pour un financement additionnel des activités du Projet pour la période 2019-2022 ;
- ✓ Il a également signé avec l'Agence française de Développement, une Convention d'affectation de l'appui budgétaire sectoriel du 3ème Contrat Désendettement Développement (C2D) d'un montant d'environ 20 millions d'Euros pour le financement des activités du Projet pour la période 2020-2022.

A cela s'ajoute le financement additionnel sous guichet IDA18 réfugiés est exclusivement dédié aux régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est qui abritent les réfugiés nigériens et centrafricains. Les bénéficiaires de ce financement seront non seulement les nationaux mais également les réfugiés.

La mise en œuvre du programme THIMO dans les communes bénéficiaires des différentes régions du Cameroun pour Le G6 dans le cadre du financement additionnel IDA 18 national a vu la participation de plusieurs ONG partenaire de l'UGP à l'instar de l'ONG APROSPEN.

Celle-ci intervient dans la Région du Nord à travers deux communes respectivement les communes de Guider et de Bibémi.

2. Activités réalisées en 2021

Les activités programmées ont été réalisées avec la collaboration des partenaires, des parties prenantes, les Sous-préfets, les Maires, les Chefs traditionnels, les membres des GTC et la participation active des différents membres des communautés.

Pour être plus explicite au niveau des activités menées, nous allons ressortir pour une meilleure compréhension les activités menées assorties respectivement de leurs produits conduisant aux résultats obtenus.

- **Mise en place du personnel du PFS**

Les activités qui sont liées à la mise en place de l'équipe du Projet sont les suivantes :

- Publication de l'appel à candidature pour le recrutement du personnel,
- Analyse des offres des candidats,
- Présélection des meilleurs candidats,
- Organisation des entretiens avec les candidats présélectionnés,
- Publication des meilleurs candidats retenus,
- Liste des candidats retenus.

Les produits obtenus pour la mise en place des équipes du projet sont :

- Un Encadreur Générale,
- Un Expert Socio-Environnementaliste,
- Un Superviseur des animateurs,
- Des Chefs des chantiers,
- Des animateurs.

La stratégie utilisée par APROSPEN pour la mise en œuvre de ce projet est axée sur le résultat. C'est dans cette logique que l'équipe du Projet est appuyée par l'équipe du backstopping du siège composé des personnes suivantes :

- Le Coordonnateur d'APROSPEN ;
- Le Chargé de suivi (CS) ;
- Le Responsable Administratif et Financier (RAF).

3. Résultats obtenus

Résultat 1 : Le personnel du Projet filets sociaux recruté par APROSPEN

47 personnes s'engagent quotidiennement à mener les activités dans le cadre du programme THIMO/CFW du projet filets sociaux dans la phase G6 durant la période contractuelle.

Ce personnel est composé des cadres suivants :

- L'Encadreur Général,
- L'Expert Socio-environnementaliste,
- Le Superviseur des animateurs,
- Les Chefs des chantiers,
- Les animateurs.

Phase	Encadreur Général	Expert Socio-Environnementaliste	Superviseur des animateurs	Chefs des chantiers	Animateurs	Total
G6	1	1	1	28	16	47



Photo 1 : Répartition du personnel

Aussitôt ce personnel recruté est affecté dans les deux Communes cibles selon le quota que présente le tableau ci-après.

Tableau 14: Équipe des Encadreur

Équipe d'encadrement		
N°	Qualité	Nombre affecté dans les Communes de Guider et Bibémi
01	Encadreur Général	01
02	Expert Socio-environnementaliste	01
03	Superviseur des Animateurs	01
Total		03

Tableau 15: Équipe des experts du terrain

Équipe des Experts de terrain				
N°	Communes	Chefs des chantiers	Animateurs	Total
01	Guider	16	4	20
02	Bibémi	12	4	13
Total		28	16	33

De ce tableau, il ressort que 24 personnels sont affectés à Guider répartis comme suit 16 Chefs de Chantiers et 8 Animateurs et 24 personnels affectés à Bibémi soit 14 Chefs de Chantiers et 08 Animateurs. Ceux-ci sont supervisés par l'Encadreur Général, l'Expert Sociaux environnemental et le Superviseur des Animateurs.

Résultat 2 : APROSPEN maîtrise son mandat d'exécution du Projet

L'ONG APROSPEN a obtenu de l'UGP du projet filets sociaux le cahier des charges pour exécuter dans les normes le Programme THIMO en tenant compte des mesures de sauvegardes environnementales et sociales.

Résultat 3 : Les deux communes choisies sont vulnérables

Les communes bénéficiaires sont choisies sur la base des critères de vulnérabilité accrue exposant les communautés à un grand nombre des pauvres chroniques.

Résultat 4 : Le personnel, les autorités et les parties prenantes sont informées

L'information et la sensibilisation des autorités et parties prenantes consistaient à la formation des personnels et la présentation des communes bénéficiaires aux autorités.

C. Projet Filets Sociaux Phase 10 (PFS)

1. Contexte du projet

Les projets filets sociaux (PFS) sont considérés comme un mécanisme de lutte contre la pauvreté extrême ou chronique à travers des programmes bien ciblés qui permettent aux bénéficiaires de résister contre les chocs et d'améliorer leurs conditions de vie.

Le Projet Filets Sociaux se met en œuvre à travers trois programmes à savoir : le programme de transferts monétaires ordinaires (TMO), programme de transferts monétaires d'urgence (TMU), un programme de transferts monétaires en échange de travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO). Ce dernier programme est celui dans lequel le projet s'intéresse.

En effet, le programme de transferts monétaires en échange de travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) qui est un outil traditionnel d'intervention contra cyclique pour soutenir les groupes à faible revenu face aux crises économiques et aux chocs climatiques, à travers la création des emplois à bas salaires et de courte durée pour les travailleurs non qualifiés.

Le THIMO a bénéficié à 30.000 personnes dans les 5 régions du Cameroun (l'Extrême-Nord, Nord, l'Adamaoua, l'Est, Nord-Ouest) en 6 phases.

Pour assurer la pérennisation des activités du Projet Filets Sociaux, le Gouvernement est en train d'étendre les programmes filets sociaux sur l'ensemble du territoire national dans le cadre de la mise en place de sa politique nationale de protection sociale. Dans cette perspective :

- ✓ Le Gouvernement met des ressources budgétaires conséquentes (au moins 4,5 milliards de FCFA par an) de manière progressive depuis 2019 pour la poursuite des activités du Projet Filets Sociaux ;

- ✓ Il a signé avec la Banque mondiale, un Accord de crédit dans le cadre du Guichet IDA18 National et un Accord de don dans le cadre du Guichet IDA18 Réfugiés, chacun d'un montant de 30 millions de dollars US pour un financement additionnel des activités du Projet pour la période 2019-2022 ;
- ✓ Il a également signé avec l'Agence française de Développement, une Convention d'affectation de l'appui budgétaire sectoriel du 3ème Contrat Désendettement Développement (C2D) d'un montant d'environ 20 millions d'Euros pour le financement des activités du Projet pour la période 2020-2022.

A cela s'ajoute le financement additionnel sous guichet IDA18 réfugiés est exclusivement dédié aux régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est qui abritent les réfugiés nigériens et centrafricains. Les bénéficiaires de ce financement seront non seulement les nationaux mais également les réfugiés.

La mise en œuvre du programme THIMO dans les communes bénéficiaires des différentes régions du Cameroun pour Le G6 dans le cadre du financement additionnel IDA 18 national a vu la participation de plusieurs ONG partenaire de l'UGP à l'instar de l'ONG APROSPEN.

Celle-ci intervient dans les Régions du Nord et de l'Adamaoua à travers deux communes respectivement les communes de Pitoa dans la Région du Nord et Ngaoundal dans la Région de l'Adamaoua.

2. Activités réalisées en 2022

Les activités programmées ont été réalisées avec la collaboration des partenaires, des parties prenantes, les Sous-préfets, les Maires, les Chefs traditionnels, les membres des GTC et la participation active des différents membres des communautés.

Pour être plus explicite au niveau des activités menées, nous allons ressortir pour une meilleure compréhension les activités menées assorties respectivement de leurs produits conduisant aux résultats obtenus.

- ***Mise en place du personnel du PFS***

Les activités qui sont liées à la mise en place de l'équipe du Projet sont les suivantes :

- Publication de l'appel à candidature pour le recrutement du personnel,
- Analyse des offres des candidats,
- Présélection des meilleurs candidats,
- Organisation des entretiens avec les candidats présélectionnés,
- Publication des meilleurs candidats retenus,
- Liste des candidats retenus.

Les produits obtenus pour la mise en place des équipes du projet sont :

- Un Encadreur Générale,
- Un Expert Socio-Environnementaliste,
- Un Superviseur des animateurs,
- Des Chefs des chantiers,
- Des animateurs.

La stratégie utilisée par APROSPEN pour la mise en œuvre de ce projet est axée sur le résultat. C'est dans cette logique que l'équipe du Projet est appuyée par l'équipe du backstopping du siège composé des personnes suivantes :

- Le Coordonnateur d'APROSPEN ;
- Le Chargé de suivi (CS) ;
- Le Responsable Administratif et Financier (RAF).

3. Résultats obtenus

Résultat 1 : Le personnel du Projet filets sociaux recruté par APROSPEN

51 personnes s'engagent quotidiennement à mener les activités dans le cadre du programme THIMO/CFW du projet filets sociaux dans la phase G6 durant la période contractuelle.

Ce personnel est composé des cadres suivants :

- L'Encadreur Général,
- L'Expert Socio-environnementaliste,
- Le Superviseur des animateurs,
- Les Chefs des chantiers,
- Les animateurs.

Phase	Encadreur Général	Expert Socio-Environnementaliste	Superviseur des animateurs	Chefs des chantiers	animateurs	Total
G6	1	1	1	28	16	51

Aussitôt ce personnel recruté est affecté dans les deux Communes cibles selon le quota que présente le tableau ci-après.

Tableau 16: Équipe des Encadreurs

Équipe d'encadrement		
N°	Qualité	Nombre affecté dans les Communes de Guider et Bibémi
01	Encadreur Général	01
02	Expert Socio-environnementaliste	01
03	Superviseur des animateurs	01

Total	03
--------------	-----------

Tableau 17: Équipe des experts du terrain

Équipe des Experts de terrain				
N°	Communes	Chefs des chantiers	Animateurs	Total
01	Pitoa	16	8	24
02	Ngaoundal	16	8	24
Total		32	16	48

De ce tableau, il ressort que 24 personnels sont affectés à Guider répartis comme suit 16 Chefs de Chantiers et 8 Animateurs et 24 personnels affectés à Bibémi soit 14 Chefs de Chantiers et 08 Animateurs. Ceux-ci sont supervisés par l'Encadreur Général, l'Expert Sociaux environnemental et le Superviseur des Animateurs.

Résultat 2 : APROSPEN maîtrise son mandat d'exécution du Projet

L'ONG APROSPEN a obtenu de l'UGP du projet filets sociaux le cahier des charges pour exécuter dans les normes le Programme THIMO en tenant compte des mesures de sauvegardes environnementales et sociales.

Résultat 3 : Les deux communes choisies sont vulnérables

Les communes bénéficiaires sont choisies sur la base des critères de vulnérabilité accrue exposant les communautés à un grand nombre des pauvres chroniques.

Résultat 4 : Le personnel, les autorités et les parties prenantes sont informées

L'information et la sensibilisation des autorités et parties prenantes consistaient à la formation des personnels et la présentation des communes bénéficiaires aux autorités.

D. Projet de Sensibilisation des jeunes sur la préservation du couvert végétal dans les communes de Touboro et Tcholliré, Région du Nord-Cameroun (PROSEP-NORD).

1. Contexte du projet

La question de la couverture végétale et précisément celle de sa préservation constitue une problématique contemporaine dans le volet environnement et biodiversité. Des stratégies ont été développées par le gouvernement camerounais pour lutter contre la désertification (PAN/LCD) et autres effets néfastes sur l'environnement et la biodiversité. La Stratégie Nationale de Développement 2030 (SND30) rappelle qu'au-delà de la production de la biomasse qu'on a plus besoin de démontrer son intérêt pour le socio-environnement, il est nécessaire d'envisager aussi le développement de la plantation forestière afin de renforcer la préservation du couvert végétal. Le plan national de l'environnement (PNE), le PAN/LCD, le

plan d'action national d'adaptation au changement climatique (PNACC) et bien d'autres stratégies ont permis d'orienter les axes d'intervention des projets/action en relation avec la protection de l'environnement et la biodiversité sur la base des zones agro-écologiques. L'un des objectifs du projet forêt et environnement de la GIZ (ProFE), dans sa composante 3 « éducation environnementale » est de sensibiliser les communautés sur l'importance du couvert végétal afin de susciter leur adhésion. Pour mener à bien les activités de cet axe, les organisations de la société civile camerounaise sont mises à contribution à travers l'appel à manifestation d'intérêt. Lequel appel nous a permis de bénéficier du partenariat avec ProFE de la GIZ et a servi à la contractualisation dans le cadre de la mise en œuvre du **projet de sensibilisation des jeunes sur la préservation du couvert végétal dans les villages des Communes de Touboro et Tcholliré**.

Après la phase de contractualisation, la mise en place de l'équipe du Projet, la prise de contact avec les parties prenantes du Projet et le lancement des activités dudit projet ont été des activités phares conduites dans les communes cibles du projet à Tcholliré et Touboro.

Outre ces activités mentionnées, nous notons aussi l'étude de référence réalisée dans ces deux communes à l'effet de définir l'appréhension des jeunes au sujet de la préservation de la couche végétale dans ces localités.

2. Activités réalisées en 2022

Les différentes activités programmées et réalisées au cours du premier trimestre de l'année 2022 sont les suivantes : Étude référence ; Mise en place de l'équipe du Projet ; Lancement officiel du Projet ; Outils de communication.

3. Résultats obtenus

- **Étude référence**

Cette activité avait pour objectif d'effectuer une étude dans le but de ressortir la situation de référence avant la mise en œuvre du projet à Touboro et à Tcholliré dans le Mayo Rey. De manière spécifique, il s'agit de :

- Réaliser une situation de départ des indicateurs du projet sur la compréhension des questions liées au couvert végétal ;
- Identifier les pratiques courantes et appréhension des bonnes pratiques de gestion du couvert végétal par la cible ;
- Identifier les parties prenantes du projet pour mener des échanges allant dans le sens de la préservation du couvert végétal ;

- Faire un sondage pour apprécier le niveau de compréhension de la cible sur la préservation du couvert végétal.

Pour mener à bien ce travail, la revue de littérature, la collecte de données et leur traitement et rapportage sont les grands axes qui ont facilité la production de ce document.

La revue de la littérature nous a permis de concevoir les outils de collecte de données (guide d'entretien et fiche individuelle de collecte de données), les lettres d'introduction pour rendre officiel la présence des enquêteurs sur le terrain.

La collecte de données a été conduite sur le terrain par le biais des deux (02) enquêteurs soit un (01) pour chaque Commune. Deux approches ont été utilisées :

L'approche quantitative qui a consisté à l'utilisation de la fiche individuelle pour l'administration des questions et l'approche qualitative qui, quant à elle, a consisté à conduire des entretiens de groupes impliquant les autorités traditionnelles des villages, les populations jeunes et femmes. Au-delà de ces approches, l'observation directe a renforcé d'avantage la qualité des informations collectées et sanctionnée par les prises de vue.

Cette démarche a consisté en une introduction officielle des enquêteurs auprès des sous-préfets des arrondissements et des Maires des Communes. Ensuite en fonction du lieu et de la présence des services déconcentrés (MINEFOP ET MINEPDED), nous avons procédé à des échanges avec eux avant les descentes dans les villages.

Pour collecter les données avec plus de fiabilité, les entretiens individuels et les focus groupes ont été organisés et conduits dans les villages.

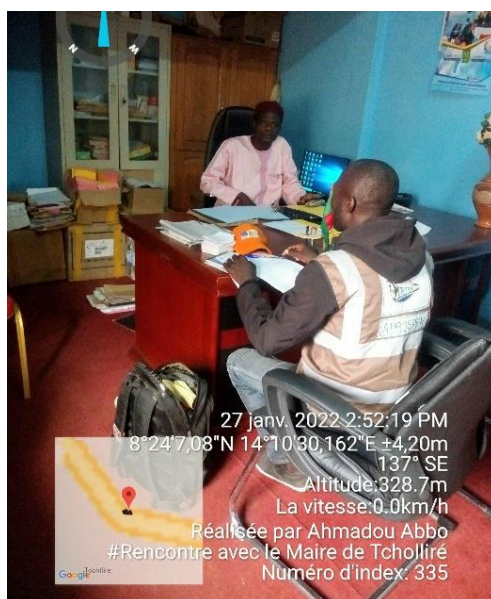


Photo 2 : Rencontre de l'Agent Collecteur avec le Maire de Tcholliré



Photo 3 : Focus Group à Tcholliré

- **Mise en place de l'équipe du Projet**

Le résultat obtenu des activités de mise en place de l'équipe du Projet sont les suivantes :

- L'appel à candidature pour le recrutement du personnel de mise en œuvre publié sur le site minajobs,
- L'analyse des offres des candidats est faite,
- La présélection des meilleurs candidats est faite,
- Les entretiens avec les candidats présélectionnés sont organisés,
- La liste des meilleurs candidats retenus est publiée.

C'est à l'issue de toutes ces résultats intermédiaires que nous avons pu obtenir le résultat définitif de la mise en place du personnel qui se voit à deux niveaux. Les produits obtenus pour la mise en place de l'équipe du Projet sont :

- Le Chef de Projet ;
- L'Assistante Administrative Financière.

La stratégie utilisée par APROSPEN pour la mise en œuvre de ce projet est axée sur le résultat. C'est dans cette logique que l'équipe du Projet est appuyée par l'équipe du backstopping du siège composé des personnes suivantes :

- Le Coordonnateur National (CN) ;
- Le Chargé de suivi (CS) ;
- Le Responsable Administratif et Financier (RAF) ;
- Le Chargé des Programmes (CP).

Au niveau des Communes,

02Points Focaux ont signé des contrats de collaboration avec APROSPEN dans le cadre de la mise en œuvre du Projet PROSEP-NORD.

Le Chef de Projet a effectué une tournée pour la mise à niveau pédagogique des Points Focaux qui auront la charge de conduire les activités de causerie éducative auprès des jeunes ciblés dans les Lycées et autre.

Au terme de cette tournée, les capacités de nos Points Focaux ont été renforcées sur les aspects suivants :

- De collecte des données,
- Du remplissage des fiches de collectes de données,
- Les thématiques des causeries éducatives,
- Les techniques de communication.



Photo 4 : Mise à niveau du PF de Tcholliré

- **Lancement officiel du Projet**

Les lancements dans les deux communes se sont limités aux actions de prise de contact à tous les niveaux.

La prise de contact a été faite avec les autorités administratives, traditionnelles, sectorielles et toutes les parties prenantes du Projet. Cette prise de contact avait pour objectif principal la présentation du projet, sa cible, ses partenaires financiers et techniques afin de susciter leur adhésion au projet et s'approprier de différentes procédures de gestion.

Grâce à ce lancement, toutes les parties prenantes des sectoriels du MINEPDED, MINEFOF, MINESEC et autres administrations se sont sentis concernés par ce projet qui vient booster la connaissance des jeunes sur le couvert végétal et comment faire pour s'en munir des dangers qui guettent ce domaine.

- ***Outils de communication***

Dans le souci de mieux communiquer avec nos cibles, les messages clés ont été consignés dans un modèle de dépliant et affiche qui ont été transmis aux partenaires pour valider le contexte des messages rédigés et vérifier leur attraction auprès des usagers.

F. Activités conduites dans le cadre du RECODH en 2022

1. Activités réalisées en 2022 dans le cadre du projet Networks for peace

Dans le cadre du projet « RESEAUX POUR LA PAIX : prévenir et résoudre les conflits grâce à des mécanismes d'alertes précoce en Afrique », une formation de renforcement de capacités de vingt-huit (28) ambassadeurs de paix se tenue du 31 janvier au 03 février 2022 au centre Saint Jean XXIII de Mvolyé sis à Yaoundé. Cette formation s'inscrit dans la phase évaluative du projet ci-haut évoqué et qui a permis :

- De faire le point sur les dynamiques des conflits dans les différentes régions cibles en identifiant et analysant les acteurs majeurs (direct et indirect) tout en ressortant leurs besoins, leurs perception et attitudes ;
- Identifier et analyser les causes, les facteurs et les éléments déclencheurs au niveau social, politique, économique et industriel ;
- Identifier et analyser les mécanismes existants, y compris ceux des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux pour adresser ces conflits au niveau local y compris leurs forces et faiblesses ;
- Élaborer et proposer un mécanisme d'alerte pour la prévention, la résolution du conflit qui a fait l'objet d'une validation au niveau communautaire.

Il était question durant les 4 jours de la formation de contribuer à l'améliorer des capacités des membres des communautés locales (agriculteurs et éleveurs) à prévoir et à prendre des mesures pour prévenir les conflits identitaires ou plus spécifiquement il s'agit entre autres de :

- Faire une révision des outils d'analyse de conflits, en insistant sur l'analyse de contexte, la dynamique des conflits et des acteurs ;

- Rendre les 28 ambassadeurs de paix formés en 2020, plus habile à utiliser le mécanisme d’alerte rapide conçu.
- Construire avec les participants des approches inclusives pour prévenir les conflits violents ;
- Capitaliser sur les expériences des ambassadeurs de paix en matière de mobilisation communautaire, diplomatie traditionnelle et réseautage.



Photo 5 : Atelier d’échange d’expérience entre les ambassadeurs de la paix

2. Description du projet REPCOS

Le projet «**REPCOS - Réseaux pour la Paix et la cohésion sociale: organisations de la société civile (OSC), forces de sécurité (FDS) et Communautés en synergies pour la sécurité humaine, la prévention des violences basées sur le genre (VBG) et des conflits**», voudrait adresser la problématique de la collaboration dans une approche tri – articulée, mettant ensemble les OSC, les communautés et les détenteurs d’enjeux au niveau administratif comme sécuritaire, dans une démarche de dialogue, de renforcement des capacités locales et de sensibilisation, afin de résorber/transformer les conflits et garantir un meilleur respect des droits humains. Elle a un parti pris pour l’outillage des groupes vulnérables que sont les femmes, en s’inspirant de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l’ONU sur les femmes, la paix et la sécurité, pour faire de ces dernières des acteurs incontournables de la désescalade de la violence inter et intra - communautaire.

L’action s’inscrit en droite ligne dans la thématique majeure du lot 1 de l’appel à propositions qui traite sans ambiguïté du "Renforcement du tissu associatif par la promotion de la participation citoyenne et la mobilisation des forces sociales en faveur de la paix, l’inclusion

et la cohésion sociale, et la protection, promotion et défense des droits humains". Les deux objectifs spécifiques du lot 1 parlent d'appuyer l'implication des OSC dans la recherche de solutions à la prévention et sortie de crise par des actions durables et axées sur les droits qui contribuent à améliorer la gouvernance locale (OS 1.1) et de mobiliser et renforcer les capacités des forces sociales pour en faire des acteurs de paix, de prévention de conflits et de participation citoyenne positive sur la base d'une approche basée sur les droits (OS 1.2).

La présente proposition a fait siennes plusieurs priorités du présent appel: Elle cible quatre des six régions concernées par l'appel, et 18 localités où les populations sont les plus vulnérables et les plus à risque de violations et d'abus des droits humains du fait d'un extrémisme violent rampant, du grand banditisme transfrontalier, des enlèvements avec demandes de rançons et des exactions des groupes armés non étatiques et bavures des FDS et des comités de vigilance, auxquelles s'ajoutent de forts soupçons -d'implication des repentis de Boko haram des sites de Mora et de Mery dans les larcins champêtres et viols récurrents de femmes et de jeunes filles. Les actions envisagées sont en lien étroit avec les valeurs et principes globaux de promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance, de l'état de droit et du respect des droits humains conformes aux conventions internationales. Elle capitalise les apprentissages terrain du RECODH et de ses partenaires impliqués à différents niveaux dans des initiatives en cours soutenues par the Global Center on Cooperative Security et le Ministère Néerlandais des Affaires étrangères dans l'Extrême – Nord et UK AID à travers le Jo Cox Fund, orientées vers la promotion d'un dialogue entre acteurs multiples y compris les autorités locales et d'autres partenaires pertinents, en vue de l'inclusion et la cohésion sociale, de la transformation des conflits.

L'engagement du RECODH et des membres du consortium est une contribution afin que les différentes mesures sociales, politiques et juridiques instituées pour ramener l'ordre, le relèvement et la résilience au niveau communautaire, s'arriment aux exigences de consolidation de l'Etat de droit et de construction des sociétés ouvertes, équitables et inclusives, attachées au plein respect des droits humains et offrant plus de possibilités d'initiatives aux acteurs non étatiques agissant pour l'intérêt commun. Les membres du consortium, une faîtière nationale des OSC des droits humains, quatre co – demandeurs basés dans les 4 régions cibles, trois affiliés et un Associé pétri d'expériences africaines comme internationales, permettent d'appréhender ces questions en garantissant (i) une connaissance de la zone d'intervention et (ii) une spécialisation avérée dans le domaine d'intervention proposé, avec la méthodologie la plus appropriée.

2.1. Activités réalisées en 2022 dans le cadre du Projet REPCOS

Dans le cadre du projet « Réseaux pour la Paix et la Cohésion Sociale : OSC, FDS et Communautés en synergie pour la sécurité humaine, la prévention des VBG et des conflits », une cérémonie de lancement du projet a été organisée en date du 24 février 2022 à l'Auditorium de la Solomon TANDENG MUNA Foundation sis à Yaoundé.

2.2. Résultats obtenus

Les objectifs, les axes d'interventions et la stratégie de mise en œuvre du projet ont été partagés avec l'ensemble des acteurs impliqués.

G. Plateforme VBG

1. Activités réalisées de janvier à février 2022

Relativement à la protection des droits des victimes, APROSPEN a traité 26 cas.

Le traitement consiste à écouter la victime, apporter un soutien (juridique, psychologique, matériel) ou orienter vers les services compétents et assurer le suivi. Cependant, APROSPEN est confrontée à la lenteur des procédures judiciaires et par ricochet ne facilite pas la résolution des cas liés à la privation des droits à l'héritage ou à l'atteinte à l'intégrité des victimes.

2. Résultats obtenus

Au regard de la priorisation qui a été faite, 26 cas ont été traités.

VII. DIFFICULTES, PERSPECTIVES ET CONCLUSION

VII.1. Difficultés

Quelques difficultés ont été observées pendant la période sous revue. Au niveau stratégique, il s'agit du contexte sécuritaire pour certaines zones d'intervention (Mozogo, Mora, Mbé, Touboro et Belel) et au niveau opérationnel on peut déplorer parfois les difficultés suivantes :

- La signature tardive de certains contrats ;
- Le retard dans le paiement de certaines factures ;
- L'accès limité par les bénéficiaires aux terres pour le développement des actifs agricoles communautaires ;
- Les contraintes liées au climat ;

- Le conflit agropastoral ;
- Les retards accusés parfois dans la logistique (livraison du matériel, etc.)
- La faible implication de certains magistrats municipaux dans la mise en œuvre de nos activités ;
- La difficulté relative aux voies d'accès aux zones d'activité en saison des fortes pluies ;
- L'indisponibilité de certains bénéficiaires pendant le déroulement de nos opérations sur le site.

VII.2. Perspectives

Dans le but d'assurer l'essor de l'organisation par la promotion du dialogue et la concertation entre les parties prenantes pour la gestion durable des ressources naturelles et l'amélioration des services sociaux de base (Eau, Santé, Éducation), APROSPEN entend sécuriser davantage les acquis tout en garantissant son épanouissement à travers la multiplication de source de financement de sapolitique. Elle entend également se muter en ONG et pour cela la demande de mutation est adressée au service compétente pour la confirmation future de ce statut.

VII.3. Conclusion

Au bout de plusieurs mois de mise en œuvre des activités dans les communes du septentrion en particulier, on peut noter une satisfaction globale pour les avancés enregistrés sous cette période. Plusieurs jeunes et femmes (3000 jeunes environs) ont vu leur droit socioéconomique restauré à travers les activités d'insertion socioéconomique sous financement de la GIZ (PROFICA) et sous financement de l'Union Européenne (PAFEJ). Les activités du projet PASANAF II et PACVA sous financement du PAM ont permis à 302 ménages de vaincre la pauvreté à travers l'actif productif créés en garantissant le droit à l'alimentation de ces bénéficiaires. Les actions de sensibilisation sur la bonne conservation de l'environnement et les aspects liées au VBG traités dans la plupart des projets de manière transversale ont permis de réaliser des avancés très observable au sein de nos communes. On a l'émergence d'un leadership féminin au sein des différentes coopératives créés et fonctionnelles dans cette partie du pays.